



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 26 DECEMBRE 1981

N° 143

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

Editorial

LA NEGRIFICATION, L'ANTILLANISATION NE REPLACENT PAS LA REVOLUTION SOCIALE

Deux mouvements différents en Martinique et Guadeloupe posent le même problème : celui de l'antillanisation des personnels et des cadres.

Dans les banques, il y a une grève en Martinique pour réclamer l'antillanisation des cadres et les 35 heures. En Guadeloupe, c'est à la Compagnie de transport aérien Air-Guadeloupe que les employés réclament la nomination d'un directeur antillais.

Depuis quelques mois la venue de la gauche au gouvernement a affaibli ici la puissance politique et l'arrogance du lobby colonial. Les socialistes au gouvernement ont fait des concessions sur des points qui donnent satisfaction aux sentiments nationaux existant dans la population.

Ces sentiments ne sont pas encore virulents, pour la grande majorité, au point qu'ils se traduisent par des mouvements de masse puissants pour réclamer qu'ils soient satisfaits jusqu'au bout. C'est à dire jusqu'à l'exercice du pouvoir aux Antilles, par des Antillais, et non par une administration coloniale, comme c'est le cas aujourd'hui en Guadeloupe et Martinique.

Mais ces concessions qui consistent en une information plus locale ou diffusée en langue créole, en l'organisation des débats sur la culture ou le développement économique de notre région etc... favorisent l'élargissement du sentiment national que l'on voit se développer aussi dans les entreprises par le biais de la revendication de l'embauche des personnels et de cadres noirs au lieu de faire venir des cadres et des employés de France au mépris des sentiments de la population et des problèmes de chômage existant ici.

Le racisme officiel existant aux Antilles est effectivement choquant et doit être combattu. Il est contraire à la dignité des peuples antillais qu'il leur soit imposé d'être dirigés, encadrés par une majorité de Blancs, alors qu'eux sont en majorité des Noirs.

Le racisme officiel, c'est la conséquence de la situation coloniale. Il se trouve qu'aux Antilles, colonisés et colonisateurs n'ont pas la même couleur de peau, et que cela rend encore plus évidente la domination coloniale.

Mais si les travailleurs limitent leurs luttes et leurs aspirations à un simple changement de couleur des cadres et des dirigeants des administrations, cela ne conduira pas pour autant des changements réels de leur situation.

L'exploitation capitaliste peut très bien continuer dans les entreprises de bâtiment, dans les banques, dans les champs etc... avec des cadres ou des patrons noirs.

Le fait d'avoir un patron noir à Air Guadeloupe ou dans les usines ne changera pas pour autant le fait que les travailleurs sont des salariés et des exploités sans aucun pouvoir sur la direction de la société.

Suite p. 4

POLOGNE : L'OPPOSITION OUVRIERE AU COUP D'ETAT S'INTENSIFIE



Une jeune polonaise face à un militaire à Varsovie. La classe ouvrière décidée à résister à l'état de siège des militaires.

Il apparait bien, après plus d'une semaine de coup d'état militaire, que le nouveau dictateur de Pologne, Jaruzelski, ne parvient pas à prendre le contrôle réel de la situation.

Les travailleurs de Pologne s'opposent au coup d'état et à la normalisation militaire.

Partout en Pologne, malgré la censure et le filtrage des informations par les autorités militaires, on voit s'étendre un mouvement d'opposition ouvrière à la dictature militaire.

A Gdansk, à Varsovie, en Silésie où plusieurs milliers de mineurs sont barricadés dans la mine, dans des entreprises importantes d'autres villes, les travailleurs occupent ces entreprises et refusent de travailler sous la menace des fusils.

D'après les informations qui viennent de passer hors de Pologne, il semble bien que certains soldats aient fraternisé avec les grévistes ou, en tout cas, en plusieurs circonstances, ont montré une neutralité bienveillante, envers les actions ou le ravitaillement des grévistes par leur famille.

On parle même de mutinerie et de refus de tirer contre des travailleurs dans certains cas.

Les informations en provenance d'URSS font état de la reconnaissance de tous ces faits par les dirigeants russes.

Ils mettent même un certain empressement à reconnaître la résistance opiniâtre des travailleurs, et donc l'échec de Jaruzelski, à remettre au pas la classe ouvrière.

Tout se passe comme si dans quelque temps, à brève échéance, les troupes russes pourraient apporter leur soutien à Jaruzelski.

En tout cas, l'intervention russe en Pologne est tout aussi menaçante qu'elle le fut en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, où les troupes russes étaient intervenues.

Les dirigeants de la bureaucratie soviétique n'accepteront pas de voir s'étendre la révolte ouvrière sans faire quelque chose. Et si, au sein de l'armée polonaise elle-même, apparaissait des clivages qui ne feraient que renforcer le camp de ceux qui s'opposent à la mise au pas, il y aurait nécessairement une intervention russe pour rétablir l'équilibre et l'ordre des bureaucrates en Pologne.

L'intervention soviétique suffirait-elle à mater les travailleurs polonais ? Tout dépendra alors de l'ampleur de leur lutte et de la solidarité de leurs organisations propres - c'est à dire ouvrières. Si de nouvelles formes d'organisation, de luttes ouvrières se créent dans le feu de l'action, si une partie importante de l'armée passe avec leurs armes du côté des travailleurs, les bureaucrates russes pourront avoir encore beaucoup de mal à rétablir la situation en Pologne !

Rappelons nous que malgré toute sa puissance, l'impérialisme américain n'a pas réussi à faire la même chose au Vietnam.

Si les travailleurs polonais ont la ferme détermination de ne céder ni aux généraux polonais, ni aux bureaucrates du Kremlin, ils pourront tenir encore long-

Suite p. 4

MARTINIQUE LA GREVE CONTINUE CHEZ PLISSONNEAU!

Depuis le 9 novembre les employés de l'entreprise Georges Plissonneau-Duquène sont en grève pour empêcher le licenciement de 8 d'entre eux par la direction.

Devant la mobilisation des travailleurs, la direction se montre arrogante, refuse de discuter avec le syndicat CSTM auquel se sont affiliés les travailleurs.

Le 9 décembre, un accord intervient selon lequel 3 des salariés acceptaient de partir pour laisser la place aux jeunes. Mais dès le lendemain, la direction est revenue sur l'accord. L'entreprise reste fermée.

Excédés, les travailleurs décident d'occuper l'entreprise, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Et aussitôt, il se trouve un tribunal pour accéder aux désirs des patrons et ordonner l'expulsion des travailleurs.

Jusqu'à maintenant, la situation demeure donc bloquée, les travailleurs demeurant fermes face à une direction qui montre un mépris sans bornes envers les travailleurs.

MARTINIQUE : GREVE ILLIMITEE DANS LES BANQUES

A l'appel du Syndicat Autonome des Banques, les employés de ce secteur se sont mis en grève illimitée à partir du lundi 21 décembre. Les employés réclament la réduction de l'horaire à 35 heures et l'instauration de la journée continue. Ils font valoir que la réduction des horaires, permettra l'embauche de

nouveaux employés, ceci dans un secteur qui est florissant.

Dès le lundi matin, la grève était totale et toutes les banques avaient fermé leurs portes. A l'heure où nous écrivons, la grève se poursuit avec détermination du côté des employés.

CAPESTERRE BELLE EAU : COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS DE LA SCEFA (BANANERAIES MAX MARTIN)

En grève depuis le 18 novembre, les travailleurs de la SCEFA en ont plus qu'assez de ne pas obtenir de réponse à leurs revendications.

Le gros propriétaire bien connu Max Martin habitué à ne pas prendre au sérieux les revendications des travailleurs a une fois de plus fait traîner les choses en longueur, prenant prétexte notamment de la création d'une nouvelle section syndicale UTA dans son entreprise. Martin a en effet, avant de répon-

dre aux revendications, voulu nier la représentativité de l'UTA. Il y a eu une affaire devant les tribunaux.

Mais devant la persistance de Martin à ne pas répondre à leurs revendications, les travailleurs exaspérés s'en allèrent barrer la route Capesterre-Pointe-à-Pitre.

Lundi toute la journée, on ne pouvait donc pas traverser le pont de la Grande-Rivière, près de l'Ilet Pérou. Les forces de

Suite en P. 3

DOMINIQUE : ECHEC D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT



Aux noirs pauvres de Dominique de s'organiser eux-mêmes pour diriger leur propre pays.

Une tentative de coup d'état a eu lieu la semaine dernière à la Dominique. C'est le chef de l'armée Newton, privé depuis plusieurs mois de ses fonctions, après la dissolution de l'armée par le gouvernement, qui a pris la tête de ce « coup ».

Avec une centaine d'hommes dont probablement une majorité de militaires, il tenta de s'emparer du commissariat et de la prison de Roseau. Leur but immédiat : libérer Patrick John, ancien premier ministre. Ce dernier avait été emprisonné il y a plusieurs mois après la découverte d'un complot qu'il aurait fomenté avec l'aide de mercenaires nord-américains et canadiens. Véritable complot ou provocation du gouvernement de droite d'Eugénia Charles ?... La question peut encore être posée. Quoiqu'il en soit, le gouvernement d'Eugénia Charles en avait profité pour juguler l'opposition « travailliste » en l'occurrence celle dirigée par Patrick John. En même temps l'armée favorable à Patrick John (et peu importante il est vrai) avait été entièrement dissoute et remplacée par une force policière ordinaire...

Mais, la crise économique permanente que vit ce pays, en particulier depuis le cyclone David, la misère extrême de la population engendre une instabilité politique constante. Un tel pays est constamment à la merci de révoltes ou de coups d'état militaires...

Une grande partie de la population qui avait mis sa confiance dans le Freedom party (parti d'E. Charles) et voté en masse pour ses représentants aux dernières élections générales, commence à déchanter. La situation n'a pas changé. Le « redressement économique » attendu, n'arrive pas. Il ne serait donc pas étonnant qu'une fraction, même fai-

ble, de la population ait soutenu ou vu d'un bon oeil la tentative de renversement du gouvernement actuel, même si ce sont des militaires et un ex-chef de troupe qui a fomenté l'action.

Ceci dit, la tentative a échoué et Eugénia Charles semble avoir repris les choses en main. Pour combien de temps ? On ne sait pas.

Mais les différentes tentatives réelles ou supposées, de renversement montrent malgré tout la fragilité du pouvoir en place. On se souvient que Patrick John avait été renversé lui-même très rapidement à l'issue de manifestations populaires.

Mais un renversement sous forme de coup d'état organisé par un groupe plus ou moins soutenu par une fraction de la population n'aboutirait en cas de succès qu'à remplacer une clique par une autre.

Pour la population de la Dominique qui vit dans la misère cette « solution » n'en serait pas une. Pour elle il s'agit de s'organiser elle-même et de ne compter que sur ses propres forces. Les travailleurs de la Dominique ont déjà fait l'expérience d'une gamme assez large de partis politiques au pouvoir, ils savent maintenant qu'ils ne peuvent compter sur les conservateurs pas plus qu'ils ne peuvent compter sur les travaillistes (P. John) qui à tour de rôle ont démontré leur incapacité à changer réellement la situation catastrophique du pays, à changer la situation de misère de la grande majorité de la population.

La seule solution valable pour eux maintenant c'est de créer leur propre parti, le parti des ouvriers, des pauvres de la Dominique pour qu'ils exercent eux-mêmes le pouvoir politique.

P.J.C.

ENCORE UN INCIDENT A LA POSTE DE POINTE A PITRE !

Mercredi 16 décembre un incident de plus a opposé une guichetière antillaise et un usager européen à la poste centrale de Pointe-à-Pitre.

Le client après une attente plus ou moins longue, entreprit avec la guichetière de remplir les formalités pour expédier plusieurs colis. Débordée, et jugeant la corbeille trop éloignée, l'employée déposa une partie des paquets par terre. Ceci déplut fortement au client. Le ton monta, si bien que au moment de payer, il envoya l'argent à terre. La postière répliqua en expédiant sa monnaie à terre. Elle fut giflée par le client.

C'est un incident supplémentaire à la poste centrale. Il ne se passe pas de jours sans qu'on n'élève la voix, et souvent cela dégénère comme ce fut le cas mercredi 16.

A cette poste, l'attente est très longue, trois quarts d'heure, une heure, pour, parfois, s'entendre dire qu'il manque une signature ou un papier. Les clients s'énervent. Les employés ont devant eux des files très longues, ils sont

débordés, reçoivent mal les clients. Il y a trop d'usagers pour si peu d'employés. La solution n'est pas de monter le public contre les employés, et ceux-ci contre ceux-là, mais plutôt d'unir les deux groupes en cause pour obliger la direction des PTT à embaucher du personnel.

En outre pourquoi obliger les gens à sortir de tous les coins de la ville et venir s'entasser à cette poste pour acheter même un timbre ou pour téléphoner. On devrait ouvrir de petits bureaux dans les différents quartiers de Pointe-à-Pitre, Zamia, Bas de la source, Grand Camp, Vieux Bourg... etc... La poste centrale serait moins surchargée, et le public aurait moins de kilomètres à parcourir pour aller à la poste. L'attente serait moins longue.

L'incident de ce mercredi là eut une coloration raciste du fait de la couleur différente des deux protagonistes. Et surtout du fait des insultes utilisées par l'usager blanc du style « gueule de gue-non... »

APPEL DU COMITE DOMINICAIN

Un groupe de dominicains protestant contre les atteintes portés aux droits des travailleurs émigrés nous a fait parvenir ce texte.

D'autre part une réunion s'est tenue, à l'appel de ce groupe, au centre Rémy Nainsouta avec plusieurs organisations politiques et syndicales.

Le 4 décembre 1981 s'est constitué le comité de défense des travailleurs émigrés de secteurs dominicains.

Il a pris acte de la circulaire interministérielle du gouvernement Mitterrand-Mauroy du 11-8-81 relative à la situation des travailleurs immigrés en France (donc aux Antilles), mesures tendant à leur régularisation.

1°) Arrêt de toutes mesures d'expulsion de ces travailleurs

2°) Régularisation de leur situation

3°) Délivrance de carte de séjour, carte de travail, et droit à la sécurité sociale.

Or nous savons que des centaines d'immigrés n'ont pas encore profité de ces mesures. Nous savons même qu'il y a des expulsions à St Martin. De plus, pourquoi les cautions déposées au service Air Frontière ne sont-elles pas rendues à leurs propriétaires ?

Ce qui est contraire à la loi. Nous

« Comité de défense des travailleurs immigrés de secteurs dominicains » appelons l'immigration à nous renforcer pour

— l'application immédiate des lois
— le remboursement immédiat des cautions.

Ces revendications ne peuvent être satisfaites sans la mobilisation de tous les immigrés et sans le soutien des organisations ouvrières.

P.S. : Nous avons appris l'assassinat d'un de nos compatriotes, Wilshire Adam le 5 décembre 1981 et des incidents qui ont suivi. Le rôle joué par la presse et par certains responsables politiques sont de nature à mettre en danger notre communauté : non seulement on ne nous reconnaît pas nos droits, mais on nous menace de program, comme ce fut le cas en septembre 1979. Travailleurs nous nous refusons à nous enlever pour nous défendre, sur notre seule communauté. Aussi en appelons nous toutes les organisations ouvrières en Guadeloupe, pour nous apporter leur soutien car nous ne saurions accepter la division des travailleurs guadeloupéens et non guadeloupéens.

EMMANUELLI CONTRE LA HAUSSE DES TARIFS D'AIR FRANCE DE 13% ?

Le 8 décembre Emmanuelli, ministre des DOM-TOM a demandé au premier ministre M. Mauroy d'annuler la décision d'Air-France d'augmenter ses tarifs de 13%. Emmanuelli fait valoir à son patron au gouvernement (comme si celui-ci n'était pas au courant) que cette décision d'Air France était contraire à la décision de limiter les hausses de tarifs dans les services publics à 10%.

C'est à croire qu'Emmanuelli ne fréquente pas le conseil des ministres ou que le ministre des transports Fiterman prend des décisions sans consulter Mauroy.

En réalité tout sent la petite comédie montée pour faire croire aux populations des DOM-TOM qu'on (Emmanuelli !) s'occupe activement de leur sort.

Cela dit, il faut bien remarquer que le gouvernement qui parle beaucoup au sujet de développement économique ou de reconnaissance des réalités culturelles des Antilles etc... dans la pratique ne fait rien qui, dans le transport aérien, pourrait aller dans ce sens favorable pour l'économie et la culture des Antilles.

Nous sommes des insulaires, ce qui

implique que le tourisme y a beaucoup de place et que donc les tarifs aériens ont une influence décisive sur cette activité économique. Pour la culture comment favoriser les échanges entre les îles si les tarifs aériens sont à ce point prohibitifs : plus de 500 F pour faire 400 km entre Martinique et Guadeloupe soit 1/7ème du tarif Paris Pointe-à-Pitre alors que la distance est 17 fois plus petite.

COURRIER : LETTRE DE PIERRE-CHARLES, DIRIGEANT DU G.R.S.

* Mis en cause dans le numéro de Combat Ouvrier du 28 novembre pour son attitude durant la grève des lycéens au LEP de Saint-Joseph où il enseigne, Philippe Pierre-Charles, dirigeant du Groupe Révolution Socialiste nous a envoyé une lettre que nous publions :

Puisque vous avez choisi d'abandonner le terrain du débat polémique pour vous vautrer dans les délices de la calomnie, vous voudrez bien prendre note que c'est en surmontant une profonde répugnance je me résous à répondre à l'article puant de mensonges dans lequel vous me mettez personnellement en cause.

Y répondre comment, d'ailleurs ? puisque vous avez l'incroyable toupet d'inventer des conversations qui n'ont pu sortir que du cerveau en délire d'un malade rendu fou par un sectarisme pathologique.

Il n'y a lorsque la malhonnêteté atteint certains sommets qu'une façon de permettre à vos lecteurs d'y voir clair : c'est que nous trouvions ensemble un certain nombre de gens honnêtes (cela existe dans ce pays) qui accepteraient, avec votre aide bien entendu, de chercher les élèves avec qui j'aurais eu la conversation inventée par vous ou encore ceux qui pourraient témoigner que j'ai « tenté de les empêcher de s'organiser ».

Un refus de votre part signifierait que vous refusez la possibilité pour moi de rétablir la vérité sacrifiée par votre aveuglement. Je serais alors obligé d'en tirer les conséquences quant aux rapports personnels que je pourrais encore avoir avec un certain nombre d'entre vous.

Deux choses devraient vous contraindre à publier cette mise au point : le droit de réponse institué par une loi démocratique bourgeoise ou alors la simple décence devant exister dans les rapports entre anticolonialistes.

A vous de choisir.

N.D.L.R. : Nous ne changeons rien à la version que nous avons donnée dans l'article mis en cause et nous n'irons pas non plus faire une enquête spéciale sur ce sujet parmi les élèves, avec Pierre Charles.

Par contre rien ni personne ne l'empêche d'intervenir parmi les élèves du LEP et d'y défendre son point de vue.

AIR GUADELOUPE LES TRAVAILLEURS EXIGENT UN DIRECTEUR ANTILLAIS

Les travailleurs de la Compagnie Air Guadeloupe refusent la nomination du nouveau directeur, parce que celui-ci n'est pas Guadeloupéen. Cette revendication est tout à fait légitime. Les travailleurs ont le droit de choisir leur dirigeant et d'exiger que ce soit des Guadeloupéens, des Noirs comme eux qui aient des postes de responsabilité.

Bien souvent ceux qui viennent de 7000 kms ou d'ailleurs, quelles que soient leurs compétences, ne répondent pas forcément aux aspirations des travailleurs, du fait qu'ils ne sont pas liés aux véritables problèmes qui existent ici.

L'administration coloniale et le gouvernement français continuent délibérément à mener la politique du « racisme officiel », malgré l'opposition qui apparaît contre cela de plus en plus, que ce soit dans le privé ou dans le secteur public. Cette politique raciale et coloniale est de moins en moins acceptée par les travailleurs et crée un mécontentement qui finira par s'exprimer violemment.

LA GREVE DE LA SOCALTRA EN FERMANT L'ENTREPRISE, LE PATRON TENTE UN COUP DE FORCE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Mardi 22 dans l'après-midi, tous les chefs de la Socaltra, ainsi que le patron, accompagnés d'un huissier, sont venus apposer les scellés sur l'entreprise.

Sans doute par précaution supplémentaire ces messieurs ont changé toutes les serrures !

Le patron Rein, un Blanc raciste, a donc mis, semble-t-il, sa menace à exécution. En effet, lors de la réunion qui eut lieu la veille avec les grévistes, il déclarait que c'était « la réunion de la dernière chance » et que la direction de Paris avait décidé de fermer l'entreprise plutôt que de céder aux revendications des ouvriers.

Les travailleurs, qui sont en grève depuis presque un mois maintenant, leur mouvement ayant débuté le 26 novembre, demandent le paiement du 13ème mois (qui est accordé intégralement aux cadres blancs qui eux touchent 40% de plus sur leurs salaires, sans compter les nombreux avantages dont ils bénéficient), de la journée de la Saint-Eloi, le jury professionnel (afin de pouvoir obtenir des qualifications qui ne soient plus octroyées à la tête du client par le patron), l'heure d'information syndicale et le paiement des jours de grève.

Le patron a répondu à ces revendications en annonçant le licenciement de deux travailleurs, tous deux délégués et dont l'un est le secrétaire général du syndicat de la métallurgie. Mais les grévistes ont repoussé à l'unanimité ces licenciements, le Comité d'entreprise convoqué par le patron a voté contre, et l'ensemble des travailleurs de la métallurgie se déclarent prêts à déclencher un mouvement général si ces licenciements avaient lieu.

A l'heure où nous écrivons, le patron avait reculé sur le licenciement du secrétaire du syndicat, mais maintenant l'autre, et se déclarait prêt à aller « jusqu'au ministre » s'il le fallait pour que ce licenciement ait lieu. Les travailleurs eux, ne l'entendent pas de cette oreille et sont bien décidés à le faire reculer sur ce point.

Lors de la réunion du lundi 21, Rein proposait aux grévistes le paiement de 110 h sur le 13ème mois (au lieu de 173 h), une prime de 500 F pour les jours de grève, et la journée de la Saint-Eloi. Les travailleurs en réponse lui ont proposé de convertir la prime de 500 F et les 110 h en 150 h sur le 13ème mois, avec engagement de la direction que le 13ème mois serait payé l'année prochaine. Le patron a refusé, ne voulant pas qu'il soit dit qu'il accordait, ou accorderait, le 13ème mois aux travailleurs de son entreprise.

Les négociations ont donc buté là dessus, et à l'heure où nous écrivons, les ouvriers de la Socaltra continuent la grève.

REVENDEICATIONS DES TRAVAILLEURS DES BANANERAIES SCEFA-SCEPLAG

(extraits du Bulletin « PLANTATIONS EN LUTTE » paraissant dans ces entreprises)

La grève commencée le 18 novembre se poursuit. Car nous n'avons pas l'intention de céder devant l'arrogance et le mépris de Max Martin.

Cet exploitateur croit qu'il va pouvoir continuer à nous imposer ses quatre volontés. Concernant les conditions de travail il refuse de diminuer les tâches. Nous exigeons :

- La diminution du nombre de régimes de bananes à transporter ; 130 au lieu de 172 actuellement
- 250 « cirés » en rejets et 300 en plantés au lieu de 300 en rejets et en plantés.
- 12 heures payées pour le travail en hangar toute la journée au lieu de neuf heures.

Martin a déjà cédé sur la reconnaissance de la section syndicale, les tribunaux lui ayant donné tort.

Martin est surpris par notre détermination. En effet, depuis plus de 3 ans déjà, ce gros propriétaire fait ce qui lui plaît sur la plantation.

- Il ne paye jamais les salaires aux dates fixées
- Il augmente les tâches comme bon lui semble
- Il ne paye jamais les congés payés comme le prévoit la loi.
- Il s'oppose à la présence de syndicat des travailleurs sur la plantation.

CAPESTERRE BELLE-EAU : COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS DE LA SCEFA

(suite de la page 1)



Lors des occupations de terre en 1980.

répression commencèrent au cours de la journée à s'accumuler pour finalement disperser la foule qui restait encore là aux environs de 11 heures du soir.

Le maire Delacroix, après bien des hésitations, est finalement venu voir les grévistes et a demandé au préfet de les recevoir le mardi. Ceux-ci réclamèrent alors la présence de Max Martin à la rencontre. Il semble aux dernières nouvelles que celui-ci devait être présent à Basse-Terre pour négocier.

On fait état de prétendues difficultés

du groupe Max Martin, mais quoiqu'il en soit, les travailleurs n'ont pas à en tenir compte dans leurs revendications et dans leurs luttes.

Il s'agit là de prendre ce patron exploitateur et méprisant à la gorge et de l'obliger à payer et à céder aux revendications. Car lorsque sa plantation faisait d'énormes bénéfices où les a-t-il placés pour prétendre aujourd'hui qu'il n'a pas d'argent ?

A l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas les résultats de la réunion grévistes-Préfet-Martin.

LA GREVE A SOCALTRA ECHOS DELATTRE-LEVIVIER (EX SOCALTRA)

IL A PERDU LA TETE !

Rein a voulu nous menacer avec une prétendue fermeture de l'entreprise. Mais le pauvre ne sait plus très bien ce qu'il dit. Jeudi, il disait qu'il attendait un coup de téléphone de Paris pour décider de la fermeture. Le vendredi matin il disait que c'était pour le vendredi après-midi. Le vendredi après-midi, c'était pour le lundi !

Et en même temps il nous disait de reprendre le travail lundi.

Il nous invitait donc à reprendre le travail dans une entreprise fermée ?

Décidément, il a perdu la tête !

LES GENDARMES EN BALLADE

Les gendarmes sont venus dans l'intention de faire sortir le piquet de grève. Mais devant notre résistance, ils sont tous repartis.

Et Rein a oublié de leur demander une petite place dans la fourgonnette.

YO CAILLÉ !

Jeudi 10 il y a eu un « face au public » qui mettait le PDG Pugnand et le directeur Rein face aux travailleurs de l'entreprise.

Après une demi-heure de débat, ces deux invités ne pouvant répondre aux questions du public préférèrent se retirer pour méditer dans leur bureau.

LES CASSEURS A L'OEUVRE

Il nous a été reproché d'avoir brisé des vitres.

Mais on a pu constater que les casseurs sont ailleurs. Car le vendredi 18 l'ensemble des chefs accompagnés du directeur technique Vogel ont fait sauter la porte d'entrée à coups de chalumeau comme de vulgaires délinquants et fait sortir toutes les voitures.

Et après leur mauvais coup les casseurs sont allés se rincer la gorge, très contents de leur forfait.

LA MUSIQUE ADOUCIT LES MOEURS

Si Rein a la tête dure, il a par contre les oreilles fragiles. Il n'a pas pu supporter l'après-midi musical que nous lui avons offert, avec le haut-parleur à toute puissance. Bien qu'il ait mis du coton dans ses oreilles, il a été forcé de sortir de son bureau, complètement abasourdi.

Il est vrai qu'il n'est pas habitué aux bruits de l'atelier, lui qui est toute la journée tranquillement assis dans son bureau climatisé, loin des vibrations sonores !

LA CAMIC PRETE MAIN FORTE

Lundi 14, les ouvriers de la Camic en une large délégation, sont venus faire entendre leur voix au directeur de Socaltra qui depuis 3 semaines reste sourd et muet à nos revendications.

Ils lui ont dit en face ce qu'ils pensaient de son mépris, de son racisme et de son cynisme, et ils lui ont fait clairement entendre qu'ils n'accepteraient aucun licenciement.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

HOPITAL P.A.P. - ABYMES. 12 MME BAZILE PAIE SES INCORRECTIONS.

C'est lundi 21 que les travailleurs de la Chirurgie infantile devaient entrer en grève pour exiger le départ de Mme Bazile, cette surveillante méprisante et arrogante.

En effet, lors de la réunion, avec la direction, cette dernière avait refusé de leur donner satisfaction.

Mais face à la détermination des travailleurs, la direction dut céder et elle décida de déplacer Mme Bazile.

C'est une bonne leçon pour elle.

EH OUI, IL FAIT SON CHEMIN...

Chemin, ingénieur blanc de l'hôpital a démissionné il y a quelques mois.

On s'imaginait que ce monsieur ayant bien rempli ses poches allait rentrer dans son pays.

Eh bien Non ! C'était pour ouvrir un magasin qui traite avec l'hôpital.

Comme quoi, pour Chemin, l'hôpital fut pour un temps au moins la bonne route à prendre.

REFLEXION FAITE...

Il y a 2 semaines, la direction faisait sortir une note de service, nous disant que ceux d'entre nous qui avaient des rapports disciplinaires dans leurs dossiers avant le 10 mai dernier, pourraient en demander la suppression.

En réalité, c'est une application de la loi d'amnistie.

On pourrait se demander pourquoi un tel retard.

Peut-être, les événements de l'hôpital psychiatrique lui ont-ils donné à réfléchir...

Car c'est bien l'application de la loi d'amnistie que les 14 licenciés et les travailleurs de l'hôpital psychiatrique réclamaient. Et ils l'ont obtenue par la lutte.

UN BON MOYEN POUR FAIRE REFLECHIR MME LOUIS

Depuis plusieurs mois, la direction nous menace de mettre nos voitures en fourrière si nous ne garons pas au parking du personnel, à l'entrée de l'hôpital.

Bon nombre d'entre nous ont eu la surprise de trouver des affiches « interdiction de garer » sur leur pare-brise.

Certains ont eu leurs 4 pneus crevés. Et jusqu'à présent nous nous plaignions, mais cela n'allait pas plus loin.

Mercredi dernier, les agents de la sécurité sont venus coller ces fameuses affiches sur nos voitures dans le parking de la buanderie.

Alors cette fois nous en avons eu assez. Nous sommes montés tous ensemble dans le bureau de Mme Louis, la directrice adjointe pour le lui faire savoir.

Nous lui avons dit que nous sommes d'accord pour laisser nos voitures dans le parking du personnel à condition qu'il y ait un gardien, car à plusieurs reprises nous nous sommes faits voler, qu'il y ait également une voiture qui assure notre transport à l'hôpital lorsqu'il pleut...

Alors Mme Louis nous a dit de continuer à garer nos voitures près de la buanderie sans trop gêner. Quant à nos revendications elle y réfléchirait.

Voilà quelqu'un qui a su revenir à de meilleurs sentiments face à notre mobilisation.

NOUVELLES GALERIES : LA PRIME NE VAUT PAS UNE BONNE AUGMENTATION POUR TOUS.

Nous avons perçu dernièrement la prime de fin d'année. Nous avons remarqué d'ailleurs qu'elle variait selon les têtes...

Cela ne nous étonne pas. Les patrons se servent bien souvent de ce genre de prime pour nous diviser et nous illusionner.

En réalité, c'est une bonne augmentation de salaire uniforme pour tous qu'il nous faudrait. Car la vie n'augmente pas seulement le dernier mois de l'année mais 12 mois sur 12.

JUANDON PHILANTROPE ?

Il y a quelques années, lorsque nous réclamions le 13ème mois, le directeur nous disait que le magasin venait d'ouvrir et que les bénéfiques n'étaient pas assez importants pour que nous puissions y prétendre.

Cette année, Juandon nous dit que du point de vue financier, le magasin est revenu au même niveau qu'à l'ouverture. Alors M. Juandon ferait tourner le magasin sans accroître ses bénéfiques, simplement pour nous donner du travail, par pure générosité ? Voyez-vous ça !

ORIGINE DE LA SITUATION DOMINANTE DE L'URSS SUR LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST.

Attachée aux libertés syndicales et à la démocratie, la C.G.T.G. condamne les graves événements qui se déroulent aujourd'hui en Pologne.

La C.G.T.G. estime que les solutions à la crise polonaise se trouvent dans le dialogue sur des bases réalistes et constructives entre le gouvernement polonais et le syndicat Solidarité dont l'existence ne saurait être mise en cause.

La C.G.T.G. demande cependant aux travailleurs guadeloupéens d'être vigilants devant la récupération de ces événements par les opportunistes et les forces réactionnaires, impérialistes et capitalistes qui aident les dictatures fascistes du Chili, Salvador, Uruguay, Argentine, Afrique du Sud, etc. et qui hier encore, réclamaient ou approuvaient l'intervention policière ou militaire dans les entreprises contre les travailleurs guadeloupéens luttant pour les libertés syndicales, contre le chômage, la fermeture des usines, pour la satisfaction de leurs justes revendications.

Pointe-à-Pitre, le 16 décembre 1981

Le Bureau Confédéral de la Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe (C.G.T.G.)

A PROPOS DU COMMUNIQUE

Quand la CGTG « estime que les solutions à la crise se trouvent dans le dialogue entre le gouvernement polonais et le syndicat Solidarité », cela signifie que les ouvriers polonais devraient dialoguer avec le gouvernement militaire qui ordonne à l'armée d'arrêter en masse les opposants, de réprimer brutalement la classe ouvrière ou de tirer sur les travailleurs.

Les ouvriers polonais devraient dialoguer avec des généraux dont l'armée a déjà tué ou blessé des centaines d'ouvriers dans un pays quadrillé par les chars.

... De quel dialogue pourrait-il s'agir sinon pour la classe ouvrière polonaise de courber l'échine devant les généraux polonais et accepter la privation des libertés élémentaires et la botte militaire.

La CGT demande aux travailleurs guadeloupéens d'être vigilants devant la récupération de ces événements par les forces impérialistes et réactionnaires... mais à aucun moment la centrale syndicale n'estime que la classe ouvrière a raison de résister, de se battre contre l'état de siège et de poursuivre son combat.

En définitive, en publiant un communiqué cousu de fil blanc, la CGT évite de prendre position pour soutenir la classe ouvrière polonaise en lutte. Elle préfère se réfugier dans la formule ambiguë et somme toute, hypocrite qui consiste à condamner les graves événements de Pologne.

REPRESSION FEROCÉ EN ARGENTINE

Nous avons reçu de l'Union des Femmes Guadeloupéennes un communiqué protestant contre l'arrestation de Madame Fanny Edelmann vice présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes. Elle a été arrêtée il y a une dizaine de jours à Buenos Aires en Argentine avec un groupe de femmes.

C'est d'ailleurs tous les jours que dans ce pays, des arrestations sont opérées. Les « disparus », ne se comptent plus. Et il est fréquent de voir manifester des milliers de femmes dont les maris, les fils ou filles, les frères ont été arrêtés et dont elles sont sans nouvelles depuis des années parfois.

Le régime argentin, un des plus ignobles qui soit, a depuis belle lurette fait fi de tout respect des droits démocratiques.

Dans ce pays, les sévices, la torture à l'égard des prisonniers politiques, sont élevés au rang d'une véritable institution. Tout cela bien sûr, avec la bienveillance sinon la complicité de l'impérialisme américain et le silence des « démocraties » occidentales si prompts pourtant à dénoncer les atteintes aux libertés en Pologne.



La liberté est inséparable du socialisme. Il n'y a ni communisme ni socialisme sans liberté.

Les régimes de l'URSS et des pays de l'Est où il n'y a ni liberté ni démocratie ne sont ni socialistes ni communistes.

Il se trouve que pendant quelques années, il y a bien longtemps, l'URSS a été dirigée par la classe ouvrière mobilisée et organisée au sein de Conseils ouvriers (Soviets). Mais cela n'a duré effectivement que jusqu'au début des années 1920. Dès 1926-1927 on peut considérer que les ouvriers ont perdu le pouvoir en URSS. Aujourd'hui il n'y a plus de soviets qui dirigent le pays. Désormais ce sont des hommes défendant d'autres intérêts que ceux des travailleurs qui prennent la direction de l'Union Soviétique. En apparence, les signes du régime restent ceux de la révolution communiste, mais l'Union dite soviétique malgré le drapeau rouge et l'emblème de la faucille et du marteau, malgré son nom d'Union Soviétique de Républiques Socialistes n'est ni « soviétique » ni « socialiste ».

Une caste bureaucratique s'est organisée et cristallisée au sommet de la société russe. C'est elle qui dirige, en dehors du contrôle des travailleurs. Cette couche bureaucratique n'a pas rétabli le capitalisme en Russie, mais elle veille soigneusement à éviter que les travailleurs ne reprennent le pouvoir.

Il s'agit en fait d'une couche sociale nationaliste, conservatrice. Elle détourne à son profit une part importante de la richesse créée par les travailleurs d'URSS. Sa politique de grande puissance qui consiste à remplacer la lutte révolutionnaire internationale par une diplomatie nationaliste russe oblige le pays à avoir une armée puissante et coûteuse qui est payée par les sacrifices énormes du peuple russe.

Lors de la deuxième guerre mondiale, les pays capitalistes d'Europe : France, Angleterre, Allemagne, se sont épuisés mutuellement dans une guerre longue et coûteuse. Leur économie a été affaiblie et ils ont définitivement perdu le premier rôle au profit des Etats Unis.

Le monde se partage aujourd'hui entre deux puissances militaires d'égale force : l'impérialisme américain et l'URSS dirigée par la bureaucratie.

L'URSS est apparue comme une grande puissance au cours de la 2^e guerre mondiale. Elle a ainsi pratiquement libéré toute l'Europe de l'Est de la botte hitlérienne. Les troupes allemandes lors de cette deuxième guerre étaient en effet arrivées jusqu'en Russie après avoir conquis toute l'Europe.

L'URSS dont la population s'était mobilisée contre l'invasion hitlérienne reprenait alors l'initiative à l'Est et libérait tous les pays qui sont aujourd'hui

appelés des « démocraties populaires ». Il s'agit de la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, et d'une partie de l'Allemagne dite Allemagne de l'Est.

L'armée russe et l'armée américaine se sont donc trouvées face à face au lendemain de la guerre.

Au cours d'une conférence entre les principales puissances qui combattaient l'Allemagne, des zones d'influence ont été déterminées.

Cette conférence dite conférence de Yalta déterminait les zones d'influence entre américains et russes. Mais l'impérialisme tentera toujours de revenir sur ce partage mais sans en avoir la possibilité réelle ne pouvant pas le faire sans entrer en guerre avec l'URSS.

Durant toutes les années de l'après guerre tous les conflits importants qui se sont déroulés dans le monde s'expliquent en grande partie par cette lutte d'influence entre les deux grandes puissances. Soit que les Etats Unis voulaient reprendre du terrain à l'URSS soit qu'ils voulaient empêcher une région ou un pays de tomber dans la zone d'influence russe.

Qu'il s'agisse de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Amérique latine, les peuples qui luttent pour leur indépendance nationale et pour leur liberté se sont souvent tournés vers l'Union Soviétique pour trouver un soutien face à l'impérialisme. Et de fait l'Union Soviétique va s'appuyer sur ces luttes pour renforcer sa propre situation internationale.

Un certain nombre de pays d'Europe sont aujourd'hui placés directement sous le contrôle de l'Union Soviétique. Ceux de l'Est, les démocraties populaires.

Dans ces peuples, cette situation est ressentie comme une véritable oppression par le biais des partis communistes de ces pays. Et à plusieurs reprises des révoltes ont éclaté dans ces pays s'exprimant par un puissant sentiment anti Russe.

Les pays de l'Est sont des pays pauvres, les explosions sociales y ont pris l'aspect d'une lutte anti-russe. Et de fait lorsque, en 1956 en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie, les dirigeants de ces pays seront débordés par le mouvement puissant de revendication de la démocratie, de la liberté et de transformations économiques, l'URSS interviendra militairement écrasant violemment (en Hongrie) la révolte et la matant dans l'œuf en Tchécoslovaquie.

Il est donc tout à fait normal qu'aujourd'hui la question de l'intervention ou non de l'Union soviétique en Pologne soit constamment présente à l'esprit. C'est une donnée de la situation politique : la Pologne fait partie de la zone d'influence soviétique.

POLOGNE : L'OPPOSITION OUVRIERE AU COUP D'ETAT S'INTENSIFIE

(suite de la page 1)

temps. Mais devant la force militaire des russes, ils pourront avoir eux aussi une arme extraordinaire d'une puissance sans égale, ce sera de s'adresser directement aux travailleurs russes pour leur dire ce qui se passe en Pologne, et leur demander de ne pas accepter que les tanks de l'armée dite « rouge » aillent en leur nom et en celui du communisme, une fois de plus écraser la révolte des travailleurs de petits pays voisins de l'URSS.

Les travailleurs d'URSS qui vivent sous la domination de la bureaucratie soviétique sont bien placés pour comprendre les raisons de la colère et de la lutte des ouvriers polonais. Il ne sera pas vain d'attendre d'eux un soutien autrement plus efficace que tous les appels angoissés et hypocrites des évêques, papes et autres dignitaires catholiques et de tous ces autres dignitaires politiques de l'occident qui eux, sont les représentants de régime qui ont torturé, pillé, massacré aux quatre coins du globe.

G.R.

SUITE DE L'EDITORIAL

Que celle-ci ait à sa tête des administrateurs blancs ou des administrateurs noirs n'apportera pas un changement réel de situation dans le pays pour les plus pauvres. Noirs pauvres et Noirs aisés (riches, cadres, instruits, intellectuels, membres de professions libérales etc...), ont des raisons certaines de lutter contre le racisme officiel et contre la domination coloniale, mais leurs perspectives ne sont pas forcément les mêmes perspectives.

Pour les Noirs qui ne sont ni riches ni aisés le simple changement de couleur des gens qui dirigeront demain ne peut apporter que peu de satisfaction, celle de ne plus être traités de façon raciste ou comme un étranger dans son propre pays.

Mais cela ne conduit pas au changement social sans lequel rien ne changera véritablement pour les pauvres.

Alors lutter contre le racisme officiel oui, dénoncer la situation raciale existant où ce sont des blancs qui dirigent et donnent le ton dans la société antillaise oui ! Mais se limiter à cela ou croire que cela conduira à un changement comme de croire que le simple fait d'avoir un drapeau national ou une carte d'identité guadeloupéenne ou martiniquaise pourrait changer le sort des pauvres est une illusion. Les pauvres ne doivent pas croire cela.

Il faut non seulement que les Noirs se dirigent eux mêmes, mais que les classes pauvres parmi les Noirs de nos pays prennent effectivement la tête du changement et dirigent eux mêmes le pays.

Un état des Noirs pauvres amènera alors un changement réel et profond pour la population laborieuse toute entière.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728